



PROJET ACCOMPAGNEMENT

Québec-Guatemala

www.paqq.org

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES

2010 - 2011



*Un appui solidaire
à la population guatémaltèque
dans sa lutte pour la justice*



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUEBEC-GUATEMALA

660 Villeray, bureau 2.115, Montréal, (Québec), H2R 1J1

Tél. : (514) 495-3131 Téléc. : (514) 279-0120

Courriel : paqq@paqq.org Internet : www.paqq.org



Actuellement, approximativement 16 personnes sont assassinées tous les jours au Guatemala et 18 personnes y meurent de faim. Le Guatemala est ainsi l'un des endroits les plus dangereux et les plus inégaux du monde.

Table des matières

Mot du conseil d'administration	p. 3
Faits saillants de la conjoncture au Guatemala en 2011	p. 4
Présentation du Projet Accompagnement Québec-Guatemala	p. 5
L'équipe du PAQG	p. 5
Le PAQG au Sud : l'accompagnement international	p. 6
Le PAQG au Nord : activités d'éducation du public	
• Volet recrutement et formation	p. 9
• Volet actions de pression internationale	p. 10
• Volet information et stratégies de communication	p. 11
• Volet éducation et sensibilisation	p. 12
• Volet finances	p. 13
États financiers	p. 15

L'année 2011, une des plus laborieuses

L'année 2011 en a été une de défis relevés pour le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Nous avons en effet commencé l'année avec une situation financière particulièrement difficile et incertaine, en même temps que notre coordonnatrice, Céline Bouquin, nous quittait pour aller relever de nouveaux défis. Avec l'appui de José Mejía -Urzua, administrateur comptable, la nouvelle équipe du conseil d'administration a dû se répartir les tâches prioritaires de l'organisation et prendre d'importantes décisions quant au fonctionnement et au futur du PAQG.

Résultat : nous sommes toujours dans une position financière difficile, mais plus stable, grâce notamment à l'appui du ministère des Relations internationales, qui a été renouvelé cette année pour trois ans, et d'autres généreux donateurs; nous avons établi ou renforcé des alliances avec des réseaux québécois et canadiens qui travaillent sur des enjeux qui nous tiennent à cœur; nous avons recruté une nouvelle

coordonnatrice chevronnée et dynamique en la personne de Marie-Dominik (Marie-Do) Langlois; nous sommes en cours de mise en œuvre d'une fascinante

exposition photographique itinérante à propos des parallèles troublants qui existent entre l'activité extractive au Québec et au Guatemala, qui visitera particulièrement les communautés concernées les gaz de schiste au Québec; et nous nous préparons à former un nouveau groupe d'accompagnateurs internationaux pour aller renforcer l'équipe d'ACOGUATE au Guatemala.

Le fait que nous n'ayons pas de représentation permanente au Guatemala continue de représenter un important défi pour nous, surtout dans le contexte de la détérioration de la situation des défenseurEs des droits humains. Nous travaillons de près avec les autres organisations membres et la coordination d'ACOGUATE pour renforcer les mécanismes de communication et de coordination.

Il y a heureusement d'importants développements de ce côté, notamment l'embauche prochaine d'une deuxième personne à la coordination générale d'ACOGUATE.

Durant toute cette année, c'est la pertinence de notre travail et l'importance des luttes des défenseurEs des droits humains au Guatemala qui a guidé le travail du CA et de l'équipe de coordination; cependant, c'est l'engagement de nombreux bénévoles et l'appui de nos membres qui continuent de constituer notre principale assise. Merci de nous

appuyer – et n'oubliez pas que vous pouvez maintenant faire des dons en ligne à <http://www.paqg.org/don> !



C'est la pertinence de notre travail et l'importance des luttes des défenseurEs des droits humains au Guatemala qui a guidé le travail du CA et de l'équipe de coordination.



Pour terminer, le CA tient à remercier José Mejia-Urzuza pour son dévouement et son grand apport professionnel comme administrateur-comptable depuis mai 2010. Merci José pour tes précieux services et ton

appui au PAQG et bonne continuation pour 2012!

Le Conseil d'administration du PAQG
Janvier 2012

Suivez-nous sur Facebook:
<https://www.facebook.com/PAQcG>

La conjoncture au Guatemala en 2011

En 2011, nos accompagnateurs/trices ont eu la chance d'être témoins directs de la résistance, du courage et, parfois, des victoires historiques de la société guatémaltèque : l'organisation d'un incroyable mouvement autochtone de résistance à l'exploitation des ressources naturelles; l'arrestation de membres du haut commandement militaire ayant présidé au génocide perpétré au début des années 1980; le dépouillement des archives de la police nationale, permettant de retracer les derniers jours de milliers de victimes de disparition forcée et de nommer leurs tortionnaires, jusqu'ici sans visage; les toutes premières condamnations de quatre kaibiles pour le massacre de Las Dos Erres, processus accompagné par le PAQG depuis l'exhumation en 1994.

Ces victoires sont d'autant plus impressionnantes que l'espace politique se réduit constamment pour la société civile guatémaltèque.

En effet, la transition démocratique au Guatemala est entrée dans une nouvelle étape dans la dernière décennie. Durant cette période, les niveaux de violence ont explosé, pour atteindre des niveaux comparables au conflit armé dans les années 1980. Actuellement, approximativement 16 personnes sont assassinées tous les jours au Guatemala et 18 personnes y meurent de faim. Le Guatemala est ainsi l'un des endroits les plus dangereux et les plus inégaux du monde. C'est dire que la fin du conflit armé, les accords de paix et, surtout, la classe politique guatémaltèque sont loin d'avoir rempli leurs promesses. Incidemment, les élections qui viennent d'avoir lieu ont été les plus violentes depuis le conflit armé. Le président élu, Otto Pérez Molina, est un ancien général dont le service actif coïncide avec l'application d'une stratégie contre-insurrectionnelle génocidaire.

Pendant ce temps, les attaques contre les défenseurEs des droits humains ne cessent

d'augmenter en quantité et en gravité. Selon le registre d'UDEFEGUA, une organisation qui appuie les défenseurEs des droits humains et qui est régulièrement accompagnée par le PAQG et ses partenaires d'ACOGUATE, 2011 a connu une augmentation de 25 % d'attaques par rapport à 2010. Le PAQG et ses partenaires accompagnateurs/trices internationaux sont confrontés à de plus en plus de demandes d'accompagnement et à des situations de plus en plus délicates en termes de protection. Notre travail, avec votre appui à tous, est donc aussi pertinent que jamais.



Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Le Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG) existe depuis 1992. À l'époque, il appuyait les Guatémaltèques réfugiés au Mexique qui désiraient être accompagnés par des observateurs internationaux au moment de réintégrer leur pays.

Depuis 1998, le PAQG répond, au sein de la CAIG (Coordination de l'accompagnement international au Guatemala), aux demandes d'accompagnement international formulées par des défenseurEs des droits humains qui reçoivent menaces et intimidations du fait du travail qu'ils réalisent au Guatemala: ces dernierEs se heurtent à des groupes de pouvoir liés aux anciennes forces répressives qui s'opposent à l'établissement d'un véritable état de droit.

Le PAQG accompagne également des survivants et témoins des massacres commis par les forces armées au cours des 36 ans du conflit armé et qui craignent les représailles que pourrait entraîner leur lutte pour la justice. Près de 60 accompagnateurs et accompagnatrices du PAQG se sont ainsi relayés sur le terrain depuis 2001.

L'accompagnement international agit comme un élément dissuasif à l'encontre des agresseurs potentiels et représente un appui moral essentiel : il contribue à rompre l'isolement des communautés et à stimuler l'attention internationale sur le Guatemala. En cela, il favorise la création d'un espace plus propice à la reconstruction et à la démocratisation du pays.

Au Québec, le PAQG met en œuvre des activités d'éducation, d'information et de sensibilisation de la population québécoise au contexte historique, social et politique du Guatemala, ainsi qu'à la situation des droits humains de celui-ci.

Le PAQG est constitué de plusieurs centaines de membres individuels sympathisants ou bénévoles. Les membres ont accès à notre petit centre de documentation sur le Guatemala et peuvent également s'impliquer de différentes façons au sein du PAQG, par un appui ponctuel au bureau, au sein des comités de travail ou pour agir comme accompagnateurs/trices au Guatemala.

 *L'accompagnement international agit comme un élément dissuasif à l'encontre des agresseurs potentiels et représente un appui moral essentiel* 

Les personnes intéressées à l'accompagnement international sont invitées à assister à une des soirées d'information que nous organisons régulièrement au cours de l'année. Pour en savoir davantage sur le travail d'observateur international, rendez-vous à www.paqq.org

L'équipe

Céline Bouquin (jusqu'en février 2011)
Coordination générale

José Mejia (jusqu'en décembre 2011)
Administration comptable

Émilie Gauthier-Paré
Membre du comité Ressources humaines

Soel Rodas Calderon
Membre du comité Ressources humaines

Étienne Roy-Grégoire
Président

Nathalie Brière
Vice-présidente

Laurence-Guénette
Trésorière

Laurence Côté-Lebrun
Secrétaire

Ella Oke Lodonou
Administratrice

Émilie Gauthier-Paré
Administratrice

Élyse Desjardins
Administratrice

Le PAQG au Sud : l'accompagnement international

Au cours de l'année 2010-2011, les accompagnateurs du PAQG et d'ACOGUATE ont poursuivi un travail qui est en cours depuis maintenant plusieurs années. Notamment, les équipes régionales ont poursuivi le travail d'accompagnement communautaire auprès des membres de l'Association Justice et Réconciliation (AJR) dans différentes régions du pays. De plus, les membres d'ACOGUATE ont assuré une présence dans les différents processus de réclamation de justice reliés aux crimes du passé, particulièrement auprès du Centre d'action légale en droits humains (CALDH), de l'Association des familles de disparus du Guatemala (FAMDEGUA) et l'Équipe d'études communautaires et d'action psychosociale (ECAP). Il est ici pertinent de mentionner quelques exemples où le travail des accompagnateurs a été sollicité.

Cas de génocide

Durant cette période, certaines avancées ont été réalisées dans le cadre de la poursuite pénale pour génocide en cours depuis 2000. Le 17 juin 2011, Héctor Mario López Fuentes, ancien chef de l'État major sous le régime de José Efraín Ríos Montt, fut arrêté. Il a été formellement accusé en septembre 2011 après que la défense eut présenté des recours dilatoires durant le mois d'août.

Les observateurs d'ACOGUATE et du PAQG accompagnent les membres de l'AJR lors de leurs voyages, de rencontres, d'audiences et directement dans leurs communautés. De plus, ils accompagnent les membres de CALDH lors de déplacements réalisés dans le cadre de leur travail.

Le cas du massacre de Las Dos Erres

Le massacre de Las Dos Erres a été commis au cours de la période la plus intense du conflit armé interne. Le 7 décembre 1982, 251 personnes (hommes, femmes et enfants) furent brutalement massacrées, laissant très peu de survivants dans ce village situé dans le département du Péten au nord du Guatemala.

En novembre 2009, la Cour interaméricaine des droits humains avait reconnu l'État guatémaltèque responsable du massacre. En septembre 2010 fut célébrée l'ouverture de l'audience nationale et ACOGUATE accompagnait FAMDEGUA lors de cette audience. Celle-ci fut par la suite suspendue jusqu'en juillet 2011. Quatre membres de l'unité kaibil ayant réalisé le massacre ont finalement été condamnés en octobre 2011.

Cas Edgar Fernando García

Le 28 octobre 2010, une sentence fut prononcée dans le cas du leader étudiant et syndical Edgar Fernando García, disparu le 18 février 1984. Deux des auteurs matériels, des ex-agents de la Police Nationale, reçurent une condamnation à 40 ans de prison, la peine maximale pour le crime de disparition forcée. S'ajoutant aux condamnations dans les cas Choatalúm et El Jute en 2009, cette condamnation représente une avancée symbolique très importante pour les familles des 45 000 victimes de disparition forcée au Guatemala. De plus, il s'agissait du premier cas où des documents de l'Archive historique de la Police Nationale (AHPN) furent présentés en preuve. ACOGUATE était présent à toutes les audiences.

En juin 2011 fut réalisé un acte de pardon public de la part de l'État guatémaltèque à l'égard des familles des victimes disparues de la communauté El Jute. En mars de la même année, une plainte contre les auteurs intellectuels du crime était présentée pour faire suite à la condamnation de ses auteurs matériels.

Dans le cas Choatalum, une audience de cassation fut célébrée en février 2011 et la sentence de 150 ans de prison pour Felipe Cusanero Cuj, prononcée en juin 2009, fut confirmée.

La Laguna del Tigre

Suite à l'annonce du gouvernement d'Alvaro Colom de prolonger le contrat d'exploitation pétrolière de l'entreprise française Perenco dans l'aire protégée La Laguna del Tigre, dans le département du Péten, une hausse des tensions a été observée dans la région.

En août 2010, le président Colom annonçait que les communautés établies près de cette zone allaient être délogées le 15 septembre. Pour cette raison, à la fin du mois d'août, une délégation de représentantEs de plusieurs communautés s'est rendue à la capitale afin de rencontrer des membres de plusieurs organisations de droits humains et d'accompagnement international, dont ACOGUATE.

Au mois de septembre, des représentants de la coordination d'ACOGUATE se sont ensuite rendus dans la région avec la Convergence pour les droits humains et ont accompagné des représentantEs des communautés lors de la présentation de mémoires contre l'expulsion devant le Congrès de la République. Le 15 septembre, l'expulsion n'eut pas lieu mais, dû au haut niveau de tension, ACOGUATE et le PAQG continuent d'effectuer un suivi de la situation, de diffuser de l'information et d'accompagner les représentantEs communautaires lors de leurs réunions avec les autorités.

En novembre 2010, des membres d'ACOGUATE participèrent à une mission d'observation avec des membres du bureau du Haut commissaire aux droits humains de l'ONU (OACNUDH) et de la Commission internationale de juristes dans la région.



Défense du territoire et exploitation des ressources naturelles

La défense du territoire et la lutte contre l'exploitation minière et autres mégaprojets est une autre réalité dont les accompagnateurs du PAQG et d'ACOGUATE sont témoins dans les différentes régions du pays. En octobre 2010, des membres de différents comités d'ACOGUATE observèrent plusieurs consultations communautaires réalisées dans les départements de Quetzaltenango et du Quiché. Au cours de ces consultations, la population devait se prononcer sur l'implantation de mégaprojets sur le territoire.

Depuis 2007, ACOGUATE a observé plus de 50 consultations communautaires.

Le cas SITRAPETÉN

Le SITRAPETÉN est un syndicat d'anciens travailleurs de la Distributrice du Petén, une usine d'embouteillage d'Agua Pura Salvavidas. Après plusieurs tentatives pour enregistrer leur syndicat auprès du ministère du Travail, ils réussirent finalement en mai 2008. Toutefois, quelques jours auparavant, l'entreprise avait déclaré faillite et offrait des contrats avec une autre entreprise de distribution aux travailleurs, excepté aux membres du syndicat. À partir de ce moment, ceux-ci installèrent des tentes dans le parc central de Guatemala, en signe de protestation demandant leur réembauche et le remboursement des salaires perdus. Le PAQG et ACOGUATE accompagnent les membres de ce syndicat depuis 2008, en effectuant des visites régulières à leur campement.

Les membres du syndicat entamèrent une contestation judiciaire. Le 12 mai 2011, la Cour de Constitutionnalité (la plus haute Cour du Guatemala) émit une décision et déclara nulle leur demande d'être réintégrés à l'emploi et de recevoir les salaires perdus. Toutefois, elle mentionnait que les syndicalistes avaient droit à des indemnités. Après la décision, les syndicalistes entrèrent en négociations avec l'entreprise. Quelques mois plus tard, ils reçurent une indemnisation, mais d'un montant beaucoup moindre aux salaires qu'ils ont perdu au cours de ces trois années.

La mine Marlin

Depuis 2007, les accompagnateurs du PAQG et d'ACOGUATE accompagnent les membres de l'Association pour le développement intégral de San Miguel Ixtahuacan (ADISMI) qui travaille, depuis les dernières années, presque exclusivement sur la problématique de l'exploitation minière dans la municipalité de San Miguel Ixtahuacan, du département de San Marcos. Durant l'année 2010-2011, les accompagnateurs ont été témoins d'une situation très tendue et de l'augmentation des menaces à l'encontre des membres de l'Association.

Rappelons que le 20 mai 2010, la Commission interaméricaine des droits humains avait accordé des mesures conservatoires en faveur des membres de 18 communautés situées autour de la mine qui demandaient à l'État guatémaltèque de suspendre l'activité de la mine jusqu'à ce qu'une décision sur le fond soit prise par la Commission au sujet des allégations de pollution, entre autres. C'est dans ce climat d'incertitude que les tensions communautaires augmentèrent dans les mois qui suivirent. Le 7 juillet 2010, Diodora Hernandez Cinto, de la communauté de San José Nueva Esperanza et qui est connue pour son opposition ferme à l'exploitation minière dans sa municipalité, était victime d'une attaque armée chez elle. Elle fut atteinte par balle à la tête et perdit par la suite l'usage d'un œil et d'une oreille.

Également au mois de juillet, Amnistie Internationale Canada émettait une action urgente au sujet de Carmen Mejía, membre d'ADISMI, qui avait reçu de nombreuses menaces. Carmen Mejía se rendit à Washington en octobre 2010 afin de participer aux audiences de la CIDH et y présenter la situation de San Miguel Ixtahuacan.

En février 2011, suite à une manifestation exigeant du gouvernement la mise en œuvre des mesures conservatoires, des membres d'ADISMI furent détenus illégalement par des membres des communautés en faveur de la présence de la mine. Trois comités d'ACOGUATE publièrent une action urgente face à cette situation. Quelques heures plus tard, l'entreprise Goldcorp indiquait dans un communiqué que « la rapidité de la publication d'entrées de blogue suggère fortement que les actions au Guatemala de ces organisations sont planifiées avec l'objectif de générer des conflits dans les communautés locales.» En réponse, plusieurs organisations au niveau international signèrent une lettre d'appui aux comités d'ACOGUATE concernés.

En juin 2011, le gouvernement annonçait officiellement qu'il ne mettrait pas en application les mesures conservatoires exigées par la CIDH.

Parmi les cas que le PAQG et ACOGUATE accompagnent depuis plusieurs années, il serait pertinent de mentionner deux de ceux-ci qui ont connu des évolutions importantes au cours de l'année 2010-2011.

Cas de la Finca Nueva Linda

Huit ans après la disparition forcée d'Hector Reyes, administrateur de la Finca Nueva Linda, dans le département de Retalhuleu et après le délogement violent des paysanNEs qui occupaient la ferme afin de demander justice pour cette disparition, les deux cas demeurent impunis.

Parallèlement, l'Association Pro-Justicia Nueva Linda avait entamé en 2007, avec l'aide du Fonds National pour la Paix (FONAPAZ) et le Secrétariat des questions agraires, un processus d'acquisition de terre pour ses membres. Rappelons que les membres de l'Association vivent sur le bord de l'autoroute près de l'entrée de la ferme depuis 2004.

Depuis ce moment, le PAQG et ACOGUATE ont accompagné les membres de l'Association, effectuant des visites de façon régulière, documentant de nombreux cas d'agression et d'intimidation de la part des membres de la sécurité privée de la finca et observant aux premières loges l'inefficacité du système de justice. En décembre 2010 et en novembre 2011, près de cent familles signèrent auprès du Secrétariat des affaires agraires le titre de propriété de la nouvelle terre située dans le département de Santa Rosa.

Au Nord : Retour sur les activités de 2010 – 2011

Encore cette année, nous pouvons procéder à un bilan et nous montrer satisfaits de ce que le PAQG a accompli, autant par rapport au mandat d'accompagnement sur le terrain qu'à celui d'éducation du public québécois.

=> Recrutement et formation



Si aucune formation de nouveaux accompagnateurs n'a eu lieu au cours de cette année, le recrutement s'est poursuivi par le biais d'activités d'éducation, de soirées d'information et de présentations-témoignages d'accompagnateurs de retour du terrain. Plusieurs personnes formées au cours de l'année précédente ont aussi été observatrices au Guatemala. Nous remercions d'ailleurs chaleureusement la cuvée 2010-2011 : Tommaso Vitali, Geneviève Trépanier, Camille Gaudreault, Andrew MacPherson et Orlane Vidal pour l'énergie et le temps qu'ils ont bien voulu consacrer à l'expression directe de solidarité qu'est l'accompagnement international. Leur présence au Sud a été fort appréciée, et eux-mêmes semblent avoir vécu une expérience riche, puisque ces accompagnateurs 2010-2011 n'ont pas manqué de devenir de nouveaux bénévoles actifs et très engagés ici, au Nord!

L'équipe du PAQG a aussi consacré beaucoup d'énergie à créer différents espaces de réflexions collectives sur des enjeux importants. En automne 2010, une journée de réflexion et de discussion sur l'industrie minière au Guatemala a réuni plusieurs bénévoles, et ce fut le cas à nouveau au printemps 2011, alors qu'une quinzaine de membres de l'association se réunissaient pour discuter de l'avenir du PAQG, de ses priorités, des changements conjoncturels dont il devrait tenir compte, au Nord comme au Sud. Ces activités de réflexion n'ont pas manqué d'éclairer les bénévoles qui y participaient sur des questions d'actualité qui s'avèrent centrales pour l'organisation.

=> Actions de pression internationale

Lorsqu'une violation de droits humains est perpétrée au Guatemala, il arrive qu'une action urgente et ponctuelle puisse s'avérer un moyen de pression efficace. Or nous avons déjà pu constater l'an passé comme il était devenu difficile de mobiliser les gens autour d'une action urgente qui prend la forme d'une lettre à envoyer ou d'un coup de fil à passer. Cette difficulté perdure, mais le PAQG a néanmoins continué de transmettre à ses membres certaines actions urgentes émises par Acoguate et parfois par Amnistie internationale.

En outre, le PAQG a décidé de favoriser le réseautage avec certains organismes de défense des droits et c'est ainsi qu'il a rejoint la Coalition internationale contre l'activité minière injuste au Guatemala (CAMIGUA) ainsi que le Réseau canadien de reddition de compte des entreprises (RCRCE). D'ailleurs, mentionnons que le PAQG a participé à titre d'observateur à une réunion de la CAMIGUA à Toronto les 27 et 28 août 2010, l'objectif principal étant de formaliser la création de cette coalition. Depuis, le PAQG est membre observateur de la coalition et suit les différentes initiatives et actions de celle-ci.

En plus de CAMIGUA, le PAQG est membre des coalitions suivantes : le Réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises (<http://cnca-rcrce.ca/>) et le Réseau québécois des organismes de paix. Nous participons également à un réseau faisant le suivi de l'arrestation au Canada d'un membre présumé de la troupe kaibil ayant participé au massacre de Las Dos Erres avec la cinéaste et activiste Mary Ellen Davis, Avocats sans Frontière Canada, Breaking the Silence et le Centre canadien pour la justice internationale (voir : <http://lasdoserresfr.wordpress.com>)

Il vaut la peine de mentionner une action d'un genre un peu différent et qui a été conclue cet automne. Lors de la tournée «Le genre de la violence : la réalité de l'assassinat des femmes au Guatemala», deux féministes guatémaltèques avaient pu sensibiliser des centaines de QuébécoisEs à la grave problématique de féminicide qui sévit dans leur pays. Cela avait aussi été l'occasion de faire signer au grand public des cartes postales adressées à l'État guatémaltèque et exigeant de lui qu'il prenne les mesures nécessaires pour stopper, prévenir et punir les crimes de féminicide.

Le 25 novembre 2010, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'Union nationale des femmes guatémaltèques (UNAMG) a donc pu remettre au président du Guatemala plus de 400 cartes signées par des QuébécoisEs informés, solidarisés et alarmés par les violences de genre perpétrées au Sud.

« Le PAQG a rejoint la Coalition internationale contre l'activité minière injuste au Guatemala ainsi que le Réseau canadien de reddition de compte des entreprises. »

Le PAQG a aussi participé, avec le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'AQOCI, à la Marche mondiale des femmes, qui a réuni au mois d'octobre 2010 plus de 10 000 personnes à Rimouski.



=> Information et stratégies de communication

Cette année, si un nombre réduit de revues d'actualité a été publié, la qualité était tout de même au rendez-vous! Les enjeux d'exploitation minière ont fait couler beaucoup d'encre, notamment par rapport aux poursuites qui ont été engagées au Canada contre l'entreprise canadienne Hudbay Minerals pour l'assassinat d'Adolfo Ich à El Estor, dans l'Est du Guatemala, ainsi que par rapport à la mine Marlin de Goldcorp dans la région de San Marcos, qui a continué d'être la source de nombreuses tensions et menaces aux défenseurs des droits humains. Il en va de même pour la justice pour génocide, celle-ci a été abordée dans la revue d'actualité par le biais d'une chronique du terrain et d'un article sur la réparation, rédigés par deux accompagnatrices. Ajoutons à cela une analyse des changements au sein de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) et une entrevue exclusive avec les protagonistes d'un nouveau projet d'accompagnement international aux défenseurs des droits humains qui prend actuellement forme au Honduras.

« Cette année, les enjeux d'exploitation minière ont fait couler beaucoup d'encre. Il en va de même pour la justice pour génocide. »

La dernière publication au mois de mars 2011 a profité du vent de fraîcheur apporté par une nouvelle bénévoles. En effet, l'organisme Bénévoles d'Affaires (www.benevolesdaffaires.org) a jumelé notre revue d'actualité à une graphiste professionnelle et solidaire qui s'est jointe à l'équipe pour aider à la mise en page de la revue. Celle-ci ne s'est pas contentée d'une exécution mécanique de la tâche : elle a laissé aller sa créativité pour donner un souffle nouveau à l'apparence de la revue. Ce nouveau look n'a pas manqué d'engendrer plusieurs commentaires positifs de la part des lecteurs!

Comme il en avait été décidé l'année précédente, la classique et traditionnelle revue d'actualité est entrée dans une ère de changement et de transformation, et continue d'être un objet de réflexion pour le comité d'information. Le sondage auprès des lecteurs de la revue a été poursuivi durant plusieurs mois, sans toutefois fournir des données en nombre suffisamment significatif. Cela ne peut que confirmer que le médium de la revue a besoin d'être renouvelé, repensé et trituré afin de rester un outil efficace et pertinent de diffusion d'information sur le PAQG et sur le Guatemala. En effet, si le lectorat s'avère de plus en plus difficile à atteindre et à intéresser avec le modèle traditionnel et électronique de la revue d'actualité, cette publication reste pourtant un espace privilégié dans lequel les militantEs du PAQG peuvent partager leur expérience d'accompagnement ou leur expertise sur certains éléments de la conjoncture guatémaltèque.

D'ailleurs, ce regard unique sur le Guatemala que nous permet le travail d'accompagnement sur le terrain est maintenant à la portée de tous et toutes : avec l'aide d'un bénévole doué en informatique, la revue est maintenant hébergée non pas uniquement sur le site web de l'organisme, mais sur l'ensemble de la Toile. Chaque article publié par le PAQG est susceptible d'être déniché par le grand public lors d'une recherche par thème sur internet... et un point de plus pour la diffusion!

L'équipe de la revue a aussi construit au cours de l'année de nouvelles collaborations solidaires, toujours dans le but d'élargir et de diversifier les canaux de diffusion de ses articles. Le Journal des Alternatives en ligne (journal.alternatives.ca) ainsi que Union Libre, le journal des étudiant(e)s de sciences politiques et de droit de l'UQAM (www.unionlibre.net) ont tous les deux accepté de diffuser un article du PAQG à chacune de nos publications. Cette collaboration s'est concrétisée au cours de l'année 2011, et le comité d'information saura sans aucun doute la faire perdurer après le grand remaniement de la revue.

Quant à elle, la page Facebook du Projet Accompagnement, créée au tout début de 2010, a continué de grandir. Elle s'est avérée efficace pour transmettre des faits saillants de l'actualité guatémaltèque ainsi que des invitations aux activités du PAQG au Québec aux gens qui le désirent. Facebook nous permet de rejoindre facilement quelques 140 personnes, et ce nombre continue d'augmenter petit à petit... Il faut être de son époque! Toutefois, le site internet du PAQG reste l'outil par excellence pour approfondir des sujets ainsi que pour présenter le mandat et le travail de l'association.

=> Activités d'éducation et sensibilisation du public

Comme à son habitude, le PAQG a mené de nombreuses activités visant à informer le public de la situation des droits humains au Guatemala. Parmi ceux-ci, deux projections de films documentaires, suivies d'une discussion et d'une brève présentation du travail du PAQG, ont rassemblé plus d'une quarantaine de personnes. Les documentaires choisis, *El Oro* ou *la Vida* (projection organisée en collaboration avec le Comité des droits humains pour l'Amérique latine (CDHAL) et le Comité Justice Sociale (CJS)) et *Le Business de l'Or au Guatemala* : chronique d'un conflit annoncé, se sont avérés des outils très pertinents permettant de comprendre les enjeux de droits humains qu'implique souvent l'extraction minière au Guatemala et ailleurs en Amérique latine. Le PAQG a aussi participé à une conférence organisée par Droits et Démocratie à l'UQAM portant sur la disparition forcée au Guatemala, un sujet d'autant plus d'actualité que la première condamnation pour crime de disparition forcée y a été rendue récemment.



Plusieurs autres activités d'éducation ont permis de présenter plus en profondeur la nature de l'accompagnement international au Guatemala. Les accompagnateurs-trices fraîchement revenus de cette expérience hors du commun sont souvent en mesure d'offrir un témoignage très évocateur, appuyé de photos et parfois un casse-croûte guatémaltèque : c'est ce qu'ont fait quatre ex-accompagnateurs-trices du PAQG au cours de l'automne 2010, rejoignant au total près de 60 personnes.

Droits des paysans autochtones : visite de l'activiste Leocadio Juracán

L'année 2010-2011 a toutefois été marquée d'un succès remarquable, celui engendré par la visite d'un militant guatémaltèque des droits humains.

Les **Journées québécoises de la solidarité internationale**, organisées chaque automne par l'AQOCI, avaient cette année pour thème « Revoyons le développement ». Le PAQG, avec l'aide soutenue d'une nouvelle bénévole, Aurélie Broussouloux, a décidé d'y participer en invitant un activiste des droits humains convaincu, convainquant et très impressionnant : Leocadio Juracán. Celui-ci est à la direction du Comité Paysan de l'Altiplano (CCDA), une organisation de défense des droits des paysans autochtones qui revendique, entre autres, une

redistribution plus équitable des terres et des salaires plus justes pour les agriculteurs. L'organisation finance ses diverses activités de promotion de la justice sociale par la vente de café équitable, le Café Justicia. Comme d'autres organisations militant pour la défense des droits humains au Guatemala, le CCDA déplaît à certains groupes puissants qui n'ont pas intérêt à ce que le statu quo soit bouleversé en

ce qui a trait à la possession de la terre; le CCDA en dérange certains, et plusieurs militants ont déjà subi des menaces sérieuses. De telles menaces ont forcé Leocadio Juracán et sa famille à s'exiler au Canada durant plusieurs mois au début 2010.

C'est donc avec un vécu hors de l'ordinaire que celui-ci est venu partager avec le public québécois son analyse du contexte guatémaltèque ainsi que les revendications du CCDA. Le PAQG a d'abord tenu un encan silencieux au restaurant Robins des Bois et un kiosque de vente d'objets latino-américains à l'UQAM, récoltant plus de 500\$ pour financer la visite de Monsieur Juracán. Deux activités de «dégustation consciente» du Café Justicia ont eu lieu au Zigoto Café et au Bistro Tributerre le public étant invité à écouter Leocadio et à discuter avec lui après la présentation. Ajoutons à cela une rencontre avec des militantEs de Plan Nagua et d'Avocats Sans Frontières ainsi qu'un dîner-causerie au Centre international de solidarité ouvrière (CISO). Ce sont au total plus d'une centaine de personnes qui ont été rejointes directement par la visite de Leocadio Juracán, sans compter les auditeurs-trices qui auront pu entendre ses entrevues sur les ondes des radios CIBL et Radio-Canada International.

De plus, un court film-entrevue présentant le personnage et ses revendications est en cours d'élaboration; des bénévoles du PAQG travaillent actuellement au montage et au sous-titrage en anglais et en français de cet outil de sensibilisation.

Cette visite aura sans doute permis à de nombreuses personnes de réfléchir à ce qui se trouve derrière un grain de café équitable : les enjeux, motivations et risques liés au combat du CCDA pour les droits des paysanNEs guatémaltèques n'ont pas manqué de toucher le public. Leocadio Juracán, en plus d'être un infatigable et courageux militant des droits

des paysanNEs, des autochtones et des travailleuses, est aussi un orateur éloquent; l'équipe du PAQG a reçu de nombreux commentaires qui le prouvent hors de tout doute!



=> Finances

Financement - analyse sommaire des états financiers

Compte de résultat

L'exercice 2010-2011 s'est soldé par un résultat négatif de 11 574\$, traduisant un excédent des dépenses sur les revenus de l'année.

Revenus

Les revenus totaux s'élèvent à 42 881\$. Ils proviennent essentiellement de l'autofinancement, des dons et des subventions de programmes provinciaux. Les revenus totaux sont nettement inférieurs à ceux de l'année précédente (-50%). La raison de cette baisse étant la diminution de nos trois sources de revenus : l'autofinancement; les dons et les subventions provinciales.

Autofinancement

Les activités d'autofinancement (3 017\$) ont connu une baisse de 39% comparativement à l'année dernière (4 961\$). Cette baisse s'explique par la diminution des ventes d'articles promotionnels (- 1 385\$), ainsi que par la diminution des cotisations des membres de l'organisme (-581\$).

Dons

Les dons reçus cette année s'élèvent à 14 268\$. Ils ont connu une baisse de 34% par rapport à l'année précédente (21 676\$).

Subventions

Programmes fédéraux: Nous n'avons présenté aucune demande de subvention à des programmes fédéraux.

Programmes provinciaux: Les subventions reçues du gouvernement provincial sont passées de 46 672\$ en 2009-2010, à 25 596\$ en 2010-2011. Cette diminution est due principalement à l'absence de financement pour le Projet Stage-QSF-OCI (moins 13 608\$), contrairement à l'exercice précédent.

Autres organismes : Les subventions perçues des autres organismes sont passées de 12 754\$ en 2009-2010 à zéro en 2010-2011. En effet, cette année, nous n'avons reçu aucune subvention en dehors du gouvernement provincial. Nous n'avons rien reçu de l'AQOCI ni d'Interpares, comme cela a été le cas l'année précédente.

Dépenses

Les dépenses de l'exercice s'élèvent à 54 455\$, comparativement à 90 412\$ pour celles de l'année précédente. Cela représente une baisse de 40% entre ces deux exercices. Ces dépenses se répartissent comme suit :

- Les salaires et charges sociales sont passés de 56 363\$ à 39 109\$, présentant une diminution de 31% entre les deux exercices comparés.
- Les dépenses d'accompagnement et stages ont connu une diminution de 45%.
- Les dépenses d'éducation, information et mobilisation est le poste qui a connu la plus forte baisse en pourcentage, avec 87% de réduction par rapport à l'année précédente.
- Les dépenses de fonctionnement sont passées de 14 622\$ en 2009-2010 à 10 675\$ en 2010-2011, soit une diminution de 27% d'un exercice à l'autre.

La baisse des salaires et charges sociales s'explique par la diminution de salaires payés pendant la période d'absence de poste de coordination. La baisse dans le volet accompagnement et stages internationaux est due au fait que dans la première année en question le PAQG avait payé deux billets d'avion pour des personnes invitées de Guatemala, alors que, dans la deuxième, il n'en a payé qu'un seul (pour Leocadio Juracán). La réduction des dépenses d'éducation, information et mobilisation s'explique par la baisse de charges telles que l'hébergement et le perdiem, du fait de l'absence de projet AQOCI-FEepsi, en 2010-2011. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, nous devons souligner la baisse des frais de téléphone, la récupération des frais bancaires; la réduction des frais de transport, de location et des frais d'amortissement.

Bilan

Le compte de bilan présente la synthèse de la situation patrimoniale de l'organisme : les ressources dont il dispose (actif) et les moyens par lesquels il s'est financé (passif). Le PAQG possède un actif total pour 24 650\$, comparé à 41 824\$ l'année précédente. Cet actif comprend l'encaisse, le placement temporaire et les comptes à recevoir. La diminution de l'actif d'une année à l'autre s'explique par l'effet combiné de l'augmentation de l'encaisse (qui est passée de 951\$ à 16 458\$; la diminution du placement temporaire (de 17 353\$ à 7 465\$) et la baisse des comptes à recevoir (de 23 520\$ à 727\$).

Le passif est passé de 6 488\$ en 2009-2010 à 888\$ en 2010-2011. Cette diminution est due au fait d'une baisse dans les frais courus, ainsi qu'à la baisse des salaires et remises statutaires à payer à la date de la fermeture de l'exercice 2010-2011.

La marge actuelle de manœuvre de l'organisme (actif à court terme moins passif à court terme) équivaut au 44% des dépenses de l'exercice, ce qui signifie qu'avec les seules ressources financières disponibles à la fin du de l'exercice 2010-2011, et à coûts constants, l'organisme serait capable de réaliser un peu moins de la moitié des activités de l'exercice précédente. Ce sont les subventions provinciales et les dons qui vont lui permettre de combler le manque à gagner pour qu'il puisse réaliser les projets et activités propres à sa mission.

**PROJET ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
ÉTATS FINANCIERS
30 JUIN 2011**

SOMMAIRE

	Page
Rapport de mission d'examen	1
Résultats et évolution des actifs nets non affectés	2
Bilan	3
Notes complémentaires	4 - 6
Renseignements complémentaires	
Tableau A - Fonctionnement	7





Le Groupe Belzile Tremblay Inc.

Société de professionnels régie
par le Code des professions
Comptables agréés

□ 5650, d'Iberville
Bureau 610
Montréal (Québec)
H2G 2B3

Tél.: 514.384.3620
Fax: 514.384.3710

□ 4100, chemin Chambly
Bureau 201
Longueuil (Québec)
J3Y 3M3

Tél.: 514.554.2341
Fax: 514.384.3710

□ 295, Notre-Dame
Bureau 101
Repentigny (Québec)
J6A 2R9

Tél.: 450.654.2678
Fax: 450.654.0509

RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Aux administrateurs de
PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

Nous avons procédé à l'examen du bilan de PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG) au 30 juin 2011 ainsi que de l'état des résultats et évolution des actifs nets non affectés de l'exercice clos à cette date. Notre examen a été réalisé conformément aux normes d'examen généralement reconnues du Canada et a donc consisté essentiellement en demandes d'informations, procédures analytiques et entretiens portant sur les informations qui nous ont été fournies par l'organisme.

Un examen ne constitue pas un audit et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion d'audit sur ces états financiers.

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que ces états financiers ne sont pas conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le Groupe Belzile Tremblay Inc.

Montréal

Le 2 novembre 2011

¹Par Camil Gosselin, comptable agréé auditeur

**PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)
RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS NON AFFECTÉS**

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2011

(non audité)

	2011 \$	2010 \$
Produits - Apports		
Autofinancement	3 017	4 961
Dons	14 268	21 676
Subventions:		
- Programmes provinciaux	25 596	46 672
- Autres organismes	-	12 754
	42 881	86 063
Charges		
Salaires et charges sociales	39 109	56 363
Accompagnement et stages internationaux	1 977	3 573
Éducation, information et mobilisation	1 775	14 031
Financement	919	1 824
Fonctionnement (tableau A)	10 675	14 622
	54 455	90 413
Insuffisance des produits sur les charges	(11 574)	(4 350)
Actifs nets au début	35 336	39 686
Actifs nets à la fin	23 762	35 336



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

BILAN

30 JUIN 2011

(non audité)

	2011	2010
	\$	\$
Actif		
Court terme		
Encaisse	16 458	951
Placement temporaire		
- Fonds communs	7 465	17 353
Débiteurs (note 3)	727	23 520
	24 650	41 824
Passif		
Court terme		
Frais courus	577	1 837
Salaires et remises statutaires	311	4 651
	888	6 488
Actifs nets		
Non affectés	23 762	35 336
	24 650	41 824

Pour le conseil d'administration,

_____, administrateur

_____, administrateur



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2011

(non audité)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

L'organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, est un organisme sans but lucratif et est exonéré de l'impôt sur le revenu. L'organisme a pour mission de promouvoir et de défendre au Québec, au Canada et au Guatemala, les droits humains, la paix et la lutte contre l'impunité ainsi que l'éducation populaire et le développement juste et durable en respectant l'environnement.

2. Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Instruments financiers

L'organisme a choisi de se prévaloir de l'exemption accordée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés « ICCA » aux sociétés sans but lucratif, permettant de ne pas appliquer les chapitres 3862 « Instruments financiers - informations à fournir » et 3863 « Instruments financiers - présentation » du Manuel de l'ICCA qui se seraient autrement appliqués aux états financiers de l'organisme pour l'exercice terminé le 30 juin 2011. L'organisme continue de se conformer aux exigences du chapitre 3861 « Instruments financiers - informations à fournir et présentation » du Manuel de l'ICCA.

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme suit :

Actifs détenus à des fins de transaction

L'encaisse et le fond commun détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2011

(non audité)

2. Principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

Actifs classés comme prêt et créances

Les débiteurs sont classés comme prêts et créances. Les débiteurs sont évalués au coût, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

Autres passifs financiers

Les frais courus et les salaires et remises statutaires sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont évalués au coût.

Constatation des apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

De plus, les revenus de subventions et de programmes gouvernementaux accordés à l'organisme, relatifs à différents projets, sont assujettis à certaines conditions que l'organisme doit respecter.

3. Débiteurs

	2011	2010
	\$	\$
Dons à recevoir	-	12 588
Subventions à recevoir	-	9 905
Taxes de vente à recevoir	623	853
Autres	104	174
	<hr/>	<hr/>
	727	23 520



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2011

(non audité)

4. Immobilisations corporelles

	2011		2010
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Matériel informatique	4 930	4 930	-

5. Instruments financiers

Risque de change

L'organisme réalise des ventes et des achats en monnaies étrangères. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations des devises. Au 30 juin 2011, les actifs et passifs exprimés en devises étrangères et convertis en dollars canadiens, sont les suivants :

	2011	2010
	\$	\$
Encaisse (en Quetzal)	1 241	1 241

Juste valeur

Les justes valeurs des débiteurs et des créditeurs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

6. Flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il ne fournirait pas d'information supplémentaire utile pour la compréhension des flux de trésorerie de l'exercice.

7. Informations concernant le capital

Le capital de l'organisme est constitué des actifs nets. Les objectifs de l'organisme en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission.



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2011

(non audité)

	2011	2010
	\$	\$
Tableau A - Fonctionnement		
Loyer	3 285	3 236
Frais de bureau et assurances	4 515	6 020
Téléphone	856	1 034
Internet	220	1 763
Comptabilité et honoraires professionnels	1 550	1 425
Taxes	-	64
Frais bancaires	249	527
Amortissement du matériel informatique	-	553
	10 675	14 622

